

la conférence principale, ce qui aiderait à attirer l'attention des médias de manière constructive sur les événements qui se dérouleront sur les deux plans. L'idée a été bien reçue, mais le CANZ a choisi de ne pas recommander l'adoption officielle de cette proposition avant que les règles de procédure de la conférence finale aient été adoptées par l'AGNU 46.

Les délégués du CANZ, regroupés en coalitions officieuses, ont fait des représentations auprès des déléguées des ONG et des gouvernements dans le but de coparrainer une résolution générale soulignant la nécessité de prendre en considération les dimensions des questions d'environnement et de développement relatives aux sexes et de donner suite aux conclusions du séminaire parrainé par le Secrétariat de la CNUED, en mai, sous le titre « Les femmes et les enfants d'abord ». Le Canada a également donné suite à une initiative relative aux peuples indigènes, lors du dernier PrepCom, en aidant le représentant du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à réunir un panel officieux pour discuter de l'utilisation des ressources naturelles renouvelables par les Autochtones. Le Canada a inclus des suggestions spécifiques concernant les intérêts des peuples indigènes dans nos suggestions pour les ébauches d'Agenda 21 au sujet des ressources marines vivantes, de la biodiversité et des forêts. Le Canada a coparrainé une résolution présentée par la Norvège conseillant au secrétariat de la CNUED d'intégrer les intérêts des Autochtones dans les prochaines ébauches d'Agenda 21.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, le dialogue à l'occasion de la troisième réunion du PrepCom n'a pas tourné autour de l'établissement de partenariats ni du maillage de l'économie avec l'environnement, mais bien de ce qui est perçu comme trois dichotomies : Nord contre Sud, environnement contre développement et problèmes planétaires contre problèmes locaux. Le défi que nous devons relever lors du prochain PrepCom sera de négocier un ensemble de mesures qui surmonteront ces dichotomies à notre avantage à tous. Si nous devons avoir quelque chance de réussir, les pays qui ont un intérêt majeur dans la CNUED devront entreprendre un processus qui leur permettra d'établir la confiance sur le plan politique, au moyen d'un dialogue direct entre capitales, avant le quatrième PrepCom.